

tout en gardant à leur pays d'origine l'affection d'un cœur généreux, connaissent suffisamment les principes du *fair play* pour admettre que le Canada, comme pays, doit songer à ses intérêts nationaux avant de songer à ceux des autres nations.

Il ne s'agit donc pas, ici, d'une question de loyalisme ou de sympathie, mais d'une question de *business*.

Or, l'argent n'a pas de race et sa répartition ne relève que de l'équité.

Puis donc que la charité bien ordonnée commence à domicile, j'en conclus que la politique canadienne doit se résumer en deux mots : *nous d'abord*. Et j'ajoute que les partis, quelle que soit l'école à laquelle ils ont dit appartenir, ont manqué au premier de leurs devoirs politiques s'ils ont méconnu cette vérité.

Mais je ne m'attarderai pas à répéter que cet accaparement progressif, que cette aliénation systématique est essentiellement ruineuse ; qu'elle repose sur un raisonnement mal équilibré : qu'elle frustre, dans leurs espérances les plus légitimes, des compatriotes éminemment dignes d'être encouragés et qu'elle paralyse les grandes aspirations nationales en nous reléguant au rang des ilotes :—je veux seulement, en quelques pages rapides, signaler un genre d'exploitation qui dure déjà depuis des années nombreuses et dont nous ressentirons de plus en plus les redou-

tables
réparer
la liber
lisme à
canadie
des mill
vinces d
fécondes

Et j'a
qu'il e
voûte d
s'il est
il est no
nôtre, le
On éval
bois de
ont été
les marc
mative
avons la
dienne,
ce chef
qu'occas
l'admini

Et bi
799,000,0
Dominio
tions civ
vaient ex
tional de